

Deux pays et la NSA rejoignent l'UIHJ lors du conseil permanent de Paris en novembre 2008

La Fédération de Russie, la République de Biélorussie et la National Sheriffs' Association (USA) rejoignent l'UIHJ à l'occasion du Conseil permanent des 25 au 28 novembre 2008 à Paris.

48 délégations

Le traditionnel conseil permanent de l'UIHJ a réuni plus de 45 délégations venues du monde entier des 25 au 28 novembre 2008 à Paris. Le conseil permanent est l'organe de l'UIHJ le plus important après le congrès international qui se tient tous les trois ans.

En préambule à la manifestation, plusieurs réunions se sont déroulées la veille au siège de l'UIHJ : le conseil de direction de l'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja), secrétaires des UIHJ-Euros (UIHJ-EuroMed, UIHJ-EuroNord, UIHJ EuroDanube et UIHJ-EuroScandinavie), Cadat, ainsi que les travaux sur la pluridisciplinarité (médiation, ventes aux enchères publiques, activités et nouvelles technologies).

Le 27 novembre, les délégations furent accueillies par leur hôte, Guy Duvelloy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France (CNHJ). Le président de la chambre française a relevé la présence de 48 délégations et plus de 150 participants, ce qui constitue un record. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants, ainsi qu'aux deux nouveaux pays et à la National Sheriffs' Association (NSA) qui rejoindraient les rangs de l'UIHJ au cours du conseil permanent.

Dans son discours d'introduction, Jacques Isnard a, à son tour, souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégations ainsi qu'aux représentants du ministère de la justice de France, invités. Il a remercié une nouvelle fois la CNHJ pour son accueil et pour le soutien indéfectible qu'elle témoigne envers l'UIHJ. Le président de l'UIHJ n'a pas manqué de constater que la crise mondiale affecte toutes les économies. « *Par une déduction, peut-être simpliste, on vient à se demander si, au cœur du problème, ne figure pas la question de la sécurité* », déclare-t-il, en précisant que l'huissier de justice est un « *élément actif du processus d'encadrement de tout régime de sécurité juridique* ». Cette réflexion le conduit à se demander dans quelles conditions sont exécutées les décisions de justice dans les domaines transfrontières. Il a évoqué la disparité des statuts des professionnels de l'exécution, notamment au sein de l'Union européenne, malgré les efforts consentis par les États et les actions de l'UIHJ auprès des anciens États du bloc soviétique. En revanche, en Afrique, en dix années seulement, les huissiers de justice ont « *fait preuve d'une rare efficacité, puisque le mouvement d'uniformisation entrepris à Dakar en 1996 s'est traduit dix ans après par un projet de statut uniforme présenté par la profession* ». En Europe, constate le président, les choses changent. L'Union européenne a mis en place la commission Forum justice. La Commission européenne pour l'effica-



Le bureau de l'UIHJ – The Board of the UIHJ



Une partie des délégations – Some of the delegations

cité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe a créé un groupe de travail sur l'exécution (CEPEJ-GT-EXE) dont devrait faire partie l'UIHJ. Et la Conférence de La Haye de droit international privé renoue avec le projet, lancé au milieu des années quatre-vingt dix, d'une convention sur l'exécution.

« *Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent en faveur de la reconnaissance d'un véritable droit de l'exécution, en évoquant, parmi les arguments favorables, l'existence d'un corps de professionnels de l'exécution* » estime Jacques Isnard. Il s'agit d'une profession de l'exécution centrée sur « *l'existence de la monopole de l'exécution et de toute l'exécution, mobilière, immobilière, ventes aux enchères, créances publiques* ». Cette grande profession de l'exécution devra rassembler autour d'elle d'autres acteurs exerçant des activités éparées au sein de corporations périphériques et minoritaires. Elle pourra comporter des branches spécialisées si besoin est, mais l'élément majeur restera l'exécution. L'idée de développer la profession d'huissier de justice en braquant les objectifs vers des activités élargies s'insinue progressivement dans l'esprit des huissiers de justice depuis qu'a été déployé le programme dit de « *pluridisciplinarité* ». Celui-ci doit permettre aux huissiers de justice de se familiariser avec les perspectives d'extension du périmètre d'activités traditionnel par l'adjonction de matières nouvelles : constats, ventes aux enchères, médiation... « *Demain, cela nous semble inéluctable, il ne subsistera plus à terme dans les systèmes communautaires Europe/Afrique, etc., que les trois professions émergentes du triptyque juge/avocat/huissier de justice* », prédit le président de l'UIHJ. Le chemin sera long et passera par la prise en compte de multiples contingences, à commencer par celle de la formation. À cet égard, le président de l'UIHJ a déclaré fonder « *beaucoup d'espoir sur l'action du Centre international de formation des huissiers de justice placé sous la direction de celui qui est sans doute notre plus grand spécialiste en matière de formation, Abel Pansard* ».



Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — First Vice-President of the UIHJ

78 manifestations

Puis, le président Isnard a salué les nouveaux présidents ou chefs de délégations :

- Claire Sandbrook, présidente de la High Court Enforcement Officers Association
- Louis-Raymond Maranda, président de la Chambre des huissiers de justice du Québec
- Jean Massoko Tock, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Congo
- Dorothy Lowe, président de l'Association des Messengers-at-Arms d'Écosse
- Guy Duvelleroy, président de la CNHJ
- André Tronchet, représentant des huissiers de justice de Suisse (Canton de Genève).

À sa suite, Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ, a présenté un compte rendu des activités de l'UIHJ en 2008. Notre confrère a rappelé que, depuis novembre 2007, quatre nouveaux pays ont rejoint l'UIHJ : le Chili, le Kazakhstan, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et la Mauritanie. Le premier secrétaire a comptabilisé 78 manifestations auxquelles l'UIHJ a participé directement ou indirectement depuis le dernier conseil permanent de novembre 2007. Parmi les événements phares, le conseil européen de Tallinn qui a réuni 25 pays d'Europe et des Amériques. Les UIHJ-Euros ont été très actifs : une réunion UIHJ-EuroMed à Chypre en mai 2008, deux réunions UIHJ-EuroNord (Bruxelles en février 2008 et Amsterdam en septembre 2008, deux réunions UIHJ-EuroDanube (Sopot en septembre 2008 et Budapest en octobre 2008). Le colloque international de Libreville (Gabon) en octobre 2008 a rencontré un très grand succès et a constitué un événement médiatique majeur dans ce pays. Le séminaire Ufohja d'avril 2008 à Lomé (Togo), qui a donné l'occasion de faire le point sur l'Ohada en matière d'exécution, a aussi connu un très vif succès. À cette occasion, les représentants de l'UIHJ ont rencontré le président de la République du Togo, Faure Gnassingbé. Sur le plan de la formation, le Conseil scientifique de l'UIHJ a été constitué le 20 juin 2008 dans une séance inaugurale très solennelle. Au rang des manifestations internationales, le 2^e colloque international d'Alger de juin 2008 a établi un nouveau record de fréquentation. La conférence, dont le thème était la promotion de l'efficacité des décisions de justice pour garantir l'investissement et l'échange commercial, a été suivie par plus de 1200 personnes. L'UIHJ a également participé à des conférences à Almaty (Kazakhstan) en octobre 2008, à Minsk (Biélorussie) en



Signature d'adhésion de la Fédération de Russie à l'UIHJ — Signature of the Membership of the Russian Federation at the UIHJ

juillet 2008, à Ijevsk (Fédération de Russie) en novembre 2008, en Turquie en mai 2008 avec le Conseil de l'Europe, au Vietnam avec l'Agence pour la coopération juridique internationale (Acojuris) en juin puis juillet 2008, ainsi que dans les Balkans (Albanie, Bosnie, Croatie, Kosovo, Monténégro, Serbie) en juillet et août 2008. En résumé, l'année 2008 a certainement été la plus riche de l'UIHJ en termes de participations à des actions d'envergure internationale.

3 nouveaux membres

Puis, vint le moment d'introniser solennellement les nouveaux membres de l'UIHJ. Tout d'abord, ce fut le tour de la République de Biélorussie, représentée par Victor Golovanov, ministre de la justice, et par Victor Kamenkov, président de la Cour économique suprême. La Belgique, représentée par Roger Dujardin, parrainait cette adhésion. M. Kamenkov a présenté le service de l'exécution des décisions de justice biélorusse. Il a indiqué qu'il partageait les vues de l'UIHJ pour ce qui concerne l'élévation du niveau de la profession. En période de crise, dit-il, le rôle des huissiers de justice doit être plus important. M. Golovanov a déclaré que son pays était très reconnaissant de la possibilité offerte d'étudier l'expérience des autres pays dans le domaine des activités des huissiers de justice. Il a précisé qu'il existe environ 1 000 huissiers de justice en Biélorussie. L'adhésion à l'UIHJ permettra de « renforcer la démocratie et sauvegarder les droits des citoyens biélorusses » a-t-il indiqué. Ils se sont déclarés très heureux de pouvoir rejoindre les rangs de l'UIHJ et ont fait part de désir de poursuivre activement la jeune collaboration avec l'UIHJ afin de permettre un développement effectif de la profession d'huissier de justice en Biélorussie.

La Fédération de Russie était représentée par Nicolai Vinnitchenko, directeur du Service fédéral de l'exécution du ministère de la justice. C'est à la France, représentée par Guy Duvelleroy, que revenait l'honneur de parrainer le plus grand pays du monde. Le président de la CNHJ a évoqué le très long cheminement commencé il y a dix-sept ans pour parvenir à ce couronnement. Le président français s'est déclaré très fier de parrainer la Fédération de Russie et a salué au passage le professeur Vladimir Yarkov, membre du Conseil scientifique de l'UIHJ, « facteur dominant de prospection pour l'UIHJ dans la zone Euro-Asiatique ». Nicolai Vinnitchenko a présenté le service fédéral créé en 2004 et qu'il dirige. Les huissiers de justice, a-t-il rappelé, sont apparus en Russie dès 1864 dans le cadre de la réforme judiciaire initiée par le tsar Alexandre II. Aujourd'hui, le service comprend 65 000 personnes réparties sur tout le territoire. En 2007, 34 millions de procédures d'exécution ont été enregistrées. Les huissiers russes



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ – Vice-President of the UIHJ

s'occupent également de la sécurité des tribunaux et d'amener, au besoin par la force, les parties devant le juge. Après avoir décrit la nouvelle loi sur l'exécution, M. Vinnitchenko a indiqué qu'une fois la crise financière passée, la Fédération de Russie se pencherait sur la création d'un corps d'huissiers de justice libéraux. Il a ensuite invité les participants à se rendre en Russie afin de rencontrer leurs homologues russes, dans le cadre de la coopération avec l'UIHJ.

Grâce aux actions de Sue Collins, la National Sheriffs' Association (NSA) a décidé d'adhérer à l'UIHJ aux termes de sa conférence annuelle qui s'est tenue des 28 juin au 2 juillet 2008 à Indianapolis. Rappelons que les Sheriffs américains emploient plus de 330 000 personnes et qu'ils disposent d'un budget de fonctionnement global de plus de 22 milliards USD ! La NSA était parrainée par Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ. Il a salué l'admirable travail de Sue Collins qui a pris les contacts nécessaires et a réussi à convaincre les représentants de la NSA de l'intérêt pour elle d'adhérer à l'UIHJ. Craig Webre, ancien président de la NSA, pour le compte de l'actuel président David A. Goad, a présenté le rôle des Sheriffs sur le plan pénal et civil. Il a déclaré que « *notre association reconnaît que le challenge et les opportunités offertes par la mondialisation au 21^e siècle nécessite que nous dépassions nos frontières et recherchions l'alliance auprès de nos collègues outre Atlantique pour mieux servir nos institutions et également pour apprendre des autres pays la façon de gérer les choses. Je veux exprimer ma gratitude au président Isnard et à son bureau pour nous accorder notre statut actuel de membre observateur de l'UIHJ* ».

3 organisations internationales et 4 UIHJ-Euros

À l'ordre du jour du conseil permanent figurait ensuite les relations avec les organisations internationales. Au titre du Conseil de l'Europe, la CEPEJ doit mettre en place un groupe de travail sur l'exécution. L'UIHJ suit les travaux de la CEPEJ en participant deux fois par an aux réunions plénières en sa qualité de membre observateur permanent. L'UIHJ devrait être associée à ce groupe de travail dont la mission sera de réfléchir sur des moyens concrets permettant de renforcer l'efficacité de l'exécution forcée des décisions de justice en Europe. S'agissant de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), le président Isnard a fait part de son regret du refus par le Comité des ministres de cette organisation de poursuivre le projet d'acte uniforme sur un statut harmonisé d'huissier de justice en Afrique. Il a estimé que les motifs de refus ne sont pas suffisants pour enterrer ce grand



Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie – president of the National Chamber of Judicial Officers of Algeria

projet et que nos confrères africains poursuivront activement leurs démarches pour le voir aboutir. Sur le plan de l'Union européenne, Jacques Isnard a donné un compte rendu de sa participation au Forum justice mis en place par la Commission européenne à Bruxelles le 30 mai 2008. « L'UE s'est rendue compte qu'elle ne pouvait pas continuer à évoluer dans le sens judiciaire du terme sans l'appoint des professionnels » a indiqué le président de l'UIHJ, d'où la création de ce Forum. L'un des objectifs de ce Forum est de travailler efficacement avec la CEPEJ.

S'agissant des activités des UIHJ-Euros, Nikola Hesslen, secrétaire permanente de l'UIHJ pour les pays scandinaves a présenté les activités dans les pays dont elle a la charge (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande).

Johan Fourie (Afrique du sud), secrétaire de Cadat, a évoqué les évolutions dans les pays d'Afrique australe, et notamment le projet pilote de formation pour huissiers de justice au Swaziland en coopération avec l'UIHJ, l'École nationale de procédure de Paris (ENP), les associations de Sheriffs d'Afrique du Sud et du Swaziland et les autorités de ces pays. Cela sera la première fois que l'UIHJ interviendra concrètement en Afrique australe s'agissant de la formation. Le projet sera ensuite étendu aux autres pays de la zone : Lesotho, Zimbabwe, Namibie, Botswana, Zambie, Malawi, Kenya et Uganda.

Puis Sue Collins (USA), David Walker (Ecosse) et Jos Uitdehaag, premier questeur du Comité de l'UIHJ, ont donné un compte rendu de leurs activités, respectivement aux USA, au Royaume-Uni, et dans les Balkans. Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ, a ensuite évoqué les projets dont il a la charge,

Une partie des délégations – Some of the delegations





Louis-Raymond Maranda, président de la Chambre des huissiers de justice du Québec
— President of the Chamber of Judicial Officers of Quebec



Une partie des délégations — Some of the delegations

en donnant l'exemple de trois d'entre eux où l'UIH est partie : Tunisie (aide au ministère de la justice, formation, management, textes législatifs), République démocratique du Congo (financement américain sur cinq ans), et Ukraine. Michal Redelbach, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, et secrétaire d'UIH-EuroDanube, a dressé un compte rendu des deux réunions qui se sont tenues à Sopot (Pologne) les 27 et 28 septembre 2008 et Budapest (Hongrie) les 30 et 31 octobre 2008. Il a insisté sur l'aspect de la dématérialisation des documents et notamment des archives. Des questionnaires ont été adressés aux pays d'UIH-EuroDanube concernant l'exercice de la profession d'huissier de justice dans leurs pays. Françoise Andrieux a évoqué la 8^e session UIH-EuroMed qui s'est tenue à Chypre des 8 au 10 mai 2008. À l'issue des rencontres, six recommandations relatives aux bases communes établies entre les pays d'UIH-EuroMed ont été édictées. Sur le modèle d'UIH-EuroDanube, il a été décidé de publier les travaux effectués.

1 Conseil international de la formation

Puis Roger Dujardin, vice-président de l'UIH, a décrit la création du Conseil scientifique de l'UIH, installé solennellement le 20 juin 2008 à Paris. Il est composé de professeurs renommés au niveau mondial qui ont manifesté un intérêt spécial pour la profession et le droit judiciaire et le droit de l'exécution. Il s'agit d'un moment important, a dit notre confrère, dans le cadre de l'action que l'UIH a entreprise pour développer la diffusion dans le monde de la culture juridique, pour « contribuer à réduire les inégalités et les fractures au sein de nos sociétés ». À sa suite, Abel Pansard, président du Conseil international de la formation des huissiers de justice (CIFHJ) a évoqué la création de cette nouvelle entité, créée en collaboration avec l'UIH, la CNHJ et l'ENP. La base de cette création part de la constatation qu'il existe une demande de plus en plus grande en matière de formation de la part des pays membres de l'UIH. Le CIFHJ permet de coordonner les actions de formation entre les pays, de les organiser et de les planifier. Progressivement des formations seront mises en place pour favoriser la promotion du droit de l'exécution dans le monde en tenant compte de la division Civil Law/Common Law. Mourad Skander, membre du bureau de l'UIHJ, a ensuite parlé du prochain concours de l'UIHJ en coordination avec l'ENP. Ce concours résulte d'une volonté de coopérer

avec le monde universitaire. « La direction et la mise en œuvre des opérations d'exécution en matière civile et commerciale » est le sujet retenu pour cette deuxième édition du concours. Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ, a présenté la nouvelle revue « *Juris-Union* » dont le premier numéro sur le thème du titre exécutoire européen a été publié il y a quelques mois. Il s'agit d'apporter des contributions de nature scientifique. Notre confrère a également présenté le projet de bibliothèque mondiale dont l'un des objectifs est de publier les travaux de nature scientifique réalisés par les membres de l'UIHJ, notamment ceux réalisés à l'occasion des nombreux colloques et séminaires organisés par l'UIHJ et ses antennes.

Honoré Aggrey, secrétaire permanent de l'UIHJ pour l'Afrique centrale et de l'ouest a fait un rapport sur les activités de l'Unité de formation des huissiers de justice africains (Ufohja) pour l'année 2008. Il a rappelé au préalable que l'Ufohja a été créée à l'initiative des huissiers de justice africains et de l'UIHJ, en association avec l'ENP.

Francis Guépin a ensuite donné un compte rendu des trois ateliers qui se sont tenus la veille. Il s'est félicité de l'excellent taux de fréquentation. Concernant la médiation, un tour d'inventaire a été fait parmi les participants. Pour notre confrère, « la médiation avant le recours au juge ou avant la décision du juge est un domaine réservé de l'avocat. Paradoxalement, il semble que l'avocat ne soit pas trop actif en la matière. Les huissiers de justice sont absents ou peu présents en la matière. Les huissiers de justice ont un rôle à jouer dans la médiation post judiciaire. Certes nous sommes des agents d'exécution mais nous avons un rôle économique et social. Nous devons exécuter la décision du juge dans des conditions d'humanité. La société serait à feu et à sang si l'huissier de justice exécutait de façon aveugle les décisions de justice ». Le deuxième atelier était consacré aux ventes aux enchères. La responsabilité de l'officier vendeur y a été tout particulièrement abordée et il a été conclu que la matière devait être développée. Le troisième atelier concernait les nouvelles technologies et la dématérialisation. Une présentation de l'expérience hongroise a laissé une forte impression aux participants. En Hongrie, les huissiers de justice ont le monopole de la vente aux enchères forcées des immeubles et ont mis en place un système d'enchères dématérialisées. L'huissier de justice est le personnage central et incontournable de ce système. Un tour d'horizon a



Une partie des délégations – Some of the delegations



Françoise Andrieux, rapporteur général du Congrès de l'UIHJ à Marseille – General Reporter of the UIHJ Marseille Congress

ensuite été fait sur l'utilisation des nouvelles technologies par les huissiers de justice. Ces derniers, grâce à leur savoir-faire, se présentent donc comme des tiers de confiance de premier plan.

3 ateliers pour un congrès

S'agissant de la communication, Mathieu Chardon a présenté le n°22-23 d'UIHJ-Magazine qui vient d'être publié et qui retrace les activités de l'UIHJ pour l'année passée. S'agissant du taux de fréquentation du site Internet, il a indiqué qu'il est en moyenne de 10 000 par mois. Il a ensuite évoqué les plaquettes UIHJ-Europe et IDJPEX ainsi que la revue *Juris-Union*.

Puis ont suivies les interventions des délégations qui avaient demandé la parole : Belgique, Chili, Algérie, Chypre, Grèce, Italie, Pologne, Portugal, Allemagne, Québec, Tunisie.

Un bilan a été dressé de la première journée mondiale des huissiers de justice. Un tour de table a été fait pour savoir s'il fallait reconduire l'événement. L'ensemble des délégations ont manifesté leur soutien en indiquant qu'un impact positif considérable a été enregistré partout où la manifestation avait été organisée, notamment dans les pays africains. À l'issue des discussions il a été convenu de placer la date de la journée mondiale au deuxième jeudi de juin. Le thème central sera proposé par l'UIHJ. Chaque pays pourra adapter ce thème à ses propres intérêts.

Françoise Andrieux a donné un compte rendu de la réunion des secrétaires des UIHJ-Euros qui s'était tenue la veille. Cette réunion a permis de réfléchir sur le rôle du secrétaire, d'où sera issu un statut type. L'harmonisation des différents UIHJ-Euros a également été discutée : périodicité (annuelle), durée (trois jours), thèmes (imposés et libres), mise en place de sites Internet, publication des travaux, etc. Puis notre consœur a présenté l'état d'avancement des travaux du congrès de Marseille. Trois ateliers sont créés. L'atelier 1 a pour thème « *La mutation* ». Il s'attache à réordonner la classification des biens en tenant compte de l'évolution socio-économique à l'échelle mondiale. Le 2^e atelier s'intitule « *L'ouverture* ». Il se penchera sur les travaux des trois derniers congrès internationaux de l'UIHJ : Athènes (2000), Tunis (2003) et Washington (2006). Ce travail permettra notamment d'appliquer les réflexions issues de ces congrès aux nouvelles activités des huissiers de justice et d'en

extraire des normes structurelles mondiales de l'exécution. Le 3^e atelier, intitulé « *La garantie* », issu des deux précédents, traitera du thème général de « *L'huissier de justice, élément essentiel de l'État de droit* ». Une rubrique sera prochainement ouverte sur le site Internet de l'UIHJ pour présenter les travaux.

3 récompenses

À l'issue des travaux, le président Isnard a rappelé combien le conseil permanent avait été riche et fructueux. Il a souhaité un bon retour à l'ensemble des participants en leur donnant à tous rendez-vous en septembre 2009 à Marseille pour le 20^e congrès international de l'UIHJ.

Ce compte rendu ne saurait être complet sans rapporter deux événements qui se sont déroulés en marge des travaux. Le premier concerne Irak Yelekeev, président du Comité d'administration judiciaire près la Cour suprême de la République du Kazakhstan. M. Yelekeev a été déclaré homme de l'année 2008 par l'UIHJ, en raison de l'ensemble de ses travaux pour assurer la promotion de l'huissier de justice à caractère libéral dans les pays de l'ex-bloc soviétique et en Asie. Le deuxième concerne Jacques Bertaux, ancien président de la CNHJ, membre de la délégation française à l'UIHJ. Aujourd'hui jeune retraité, Jacques Bertaux est un ardent défenseur des intérêts de la profession sur le plan national et international. Il a participé à de nombreuses missions pour l'UIHJ. Il a reçu des mains du président Isnard le diplôme d'honneur de l'UIHJ pour le remercier des multiples services rendus. Le troisième concerne Jacques Isnard. Dans le cadre somptueux des Invalides à Paris le 27 novembre 2008, le président de l'UIHJ a été élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur par Guy Canivet, ancien président de la Cour de cassation française, et actuellement membre du Conseil constitutionnel de France. Au travers le président de l'UIHJ, ce sont tous les huissiers de justice du monde qui sont honorés par cette prestigieuse marque de reconnaissance qui lui est faite pour l'ensemble des actions qu'il a menées pour sa profession depuis tant d'années.



Jacques Isnard, président de l'UIHJ — President of the UIHJ

Two Countries and NSA Join the UIHJ at the Time of the Permanent Council in Paris in November 2008

The Russian Federation, the Republic of Belarus and the National Sheriffs' Association (USA) Join the UIHJ at the Time of its Permanent Council in Paris 25th to 28th November 2008.

48 Delegations

The traditional permanent council of the UIHJ joined together more than 45 delegations coming from all over the world from November 25th to 28th 2008 in Paris. The permanent council is the most important body of the UIHJ after the international congress which is held every three years.

In preamble to the event, several meetings proceeded the day before at the head office of the UIHJ: management board of the Training Unit of African judicial officers (Ufohja), secretaries of the UIHJ-Euros (UIHJ-EuroMed, UIHJ-EuroNord, UIHJ EuroDanube and UIHJ-EuroScandinavia), Cadat, as well as works on multi-field activities (mediation, public auctions, activities and new technologies).

On November 27th, the delegations were accommodated by their host, Guy Duvelleroy, President of the National Chamber of the judicial officers of France (CNHJ). The French president noted the presence of 48 delegations and more than 150 participants, which sets a new record. He welcomed all the participants, as well as the two new countries and the National Sheriffs' Association which would join the rows of the UIHJ during the permanent council.

In his welcome speech, Jacques Isnard has, in his turn, welcomed the whole of the delegations and the representatives of the ministry of justice of France, invited. He thanked once again the CNHJ for its welcome and the unflinching support which it testifies towards the UIHJ. The president of the UIHJ did not fail to note that the world-wide crisis affects all the economies. "By a perhaps simplistic deduction one comes to wonder whether, in the middle of the problem, appears the question of safety", he declares, by specifying that

the judicial officer is an "active element of the process of framing of any mode of legal security". This reflection leads him to wonder under which conditions legal decisions in cross-border matter are carried out. He evoked the disparity of statutes of enforcement professionals, in particular within the European Union, in spite of the efforts shown by the States and the actions of the UIHJ towards the Former Soviet States. On the other hand, in Africa, in only ten years, the judicial officers "showed a rare efficiency, since the movement of standardization undertaken in Dakar in 1996 was translated ten years afterwards by a project of uniform statute presented by the profession". In Europe, notes the president, things change. The European Union has set up the Forum justice commission. The European commission for the efficiency of justice (CEPEJ) of the Council of Europe has created a working group on enforcement (CEPEJ-GT-EXE) which should include the UIHJ. And the Hague Conference on private international law reconsiders today the project, launched in the middle of the Nineties, of a convention on enforcement. "More and more voices rise in favor of the recognition of a true enforcement law, while evoking, among the favorable arguments, the existence of a body of professionals of enforcement" estimates Jacques Isnard. It is about a profession of enforcement centered on "the existence of the monopoly of enforcement and all the enforcement, being on movable, immovable, public auctions or State owed debts". This great profession of enforcement will have to gather around itself other actors exerting scattered activities within peripheral and minority corporations. It will be able to comprise specialized branches if needed, but the major element will remain enforcement. The idea to develop the occupation of judicial officer by directing the objectives towards widened activities penetrates gradually in the spirit of the judicial officers since the program known as of "multi-field activities" was deployed. This should allow judicial officers to be familiarized with the prospects of extending their traditional perimeter of activities with additional new functions: statements of facts and reports, auctions, mediation... "Tomorrow, it seems inescapable, in the long term in the Community systems of Europe, Africa, etc, that there will only remain the three emergent professions of the triptych judges/lawyer/judicial officer", predicted the president of the UIHJ. The way will be long and will involve the taking into account of many contingencies, to start with that of training. In this respect, the president of the UIHJ stated to invest "much hope on the action of the international Training Center of judicial officers placed under the direction of who is undoubtedly our best specialist as regards training, Abel Pansard".

Une partie des délégations — Some of the delegations



78 Events

Then, president Isnard greeted the new presidents or heads of delegations:

- Claire Sandbrook, president of High Court Enforcement Officers Association
- Louis-Raymond Maranda, president of the Chamber of judicial officers of Quebec
- Jean Massoko Tock, president of the National chamber of judicial officers of Congo
- Dorothy Lowe, president of the Association of Messengers-At-Arms of Scotland
- Guy Duvelleroy, president of the CNHJ
- Andre Tronchet, representative of the judicial officers of Switzerland (Canton of Geneva).

Then, Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ, presented a report of the activities of the UIHJ in 2008. Our fellow-member pointed out that, since November 2007, four new countries joined the UIHJ: Chile, Kazakhstan, the Former Yugoslavian Republic of Macedonia and Mauritania. The first secretary recorded 78 events in which the UIHJ took part directly or indirectly since the last permanent council of November 2007. Amidst the major events is the European Council of Tallinn which joined together 25 countries of Europe and Americas. The UIHJ-Euro were very active: a UIHJ-EuroMed meeting in Cyprus in May 2008, two UIHJ-EuroNord meetings (Brussels in February 2008 and Amsterdam in September 2008, two UIHJ-EuroDanube meetings (Sopot in September 2008 and Budapest in October 2008). The international symposium of Libreville (Gabon) in October 2008 met a very great success and constituted a major political and media event in this country. The Ufohja seminar of April 2008 in Lomé (Togo), which gave the opportunity to give a progress report on Ohada as regards enforcement, also was a big success. On this occasion, the representatives of the UIHJ met the President of the Republic of Togo, Faure Gnassingbé. In the field of training, the Scientific Council of the UIHJ was launched on June 20th, 2008 in a very solemn inaugural session. Amongst the international events, the 2nd international symposium of Algiers of June 2008 has established a new record of frequentation. The conference, whose topic was the promotion of the efficiency of legal decisions to guarantee investment and commercial exchange, was followed by more than 1200 people. The UIHJ also took part in conferences in Almaty (Kazakhstan) in October 2008, in Minsk (Belarus) in July 2008, in Izhevsk (Russian Federation) in November 2008, in Turkey in May 2008 with the Council of Europe, in Vietnam with the Agency for the international legal co-operation (Acojuris) in June then July 2008, as well as in the Balkans (Albania, Bosnia, Croatia, Kosovo, Montenegro, Serbia) in July and August 2008. In short, the year 2008 was certainly the richest of the UIHJ in terms of participations in actions of international scale.

3 New Members

It was then time to establish the new members of the UIHJ. The ceremony started with the Republic of Belarus, represented by Victor Golovanov, Minister for Justice, and by Victor Kamenkov, President of the Supreme Economic Court. Belgium, represented by Roger Dujardin, sponsored this membership. Mr. Kamenkov presented the Belarus system of enforcement of court decisions. He indicated that he shared the views of the UIHJ concerning the rise in the level in the profession. In crisis period, he says, the role of judicial officers must be



*Guy Duvelleroy, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France
— President of the National Chamber of Judicial Officers of France*

more important. Mr. Golovanov declared that his country was very grateful for the offered possibility to share the experience of other countries in the field of the activities of the judicial officers. He specified that there are approximately 1000 judicial officers in Belarus. Membership to the UIHJ will make it possible "to reinforce democracy and to safeguard the Belarus civil rights" said he. Both declared very happy to be able to join the rows of the UIHJ and announced their desire to actively continue the young collaboration with the UIHJ in order to allow an effective development of the occupation of judicial officer in Belarus. The Russian Federation was represented by Nicolai Vinnitchenko, director of the Federal Enforcement Service of the ministry of justice. It was France, represented by Guy Duvelleroy, which had the honor to sponsor the largest country of the world. The president of the CNHJ evoked the long road, started seventeen years ago, leading to this crowning. He declared very proud to sponsor the Russian Federation and greeted on this occasion professor Vladimir Yarkov, member of the Scientific Council of the UIHJ, "a major factor of prospection for the UIHJ in the Euro-Asian zone". Nicolai Vinnitchenko presented the Federal service created in 2004 which he leads. Judicial officers, he recalled, appeared in Russia in 1864 within the framework of the legal reform initiated by Tsar Alexander II. Today, the service includes 65 000 people divided on all the territory. In 2007, 34 million enforcement cases were recorded. The Russian judicial officers also deal with the safety of courts and with bringing, sometimes by force, parties in front of the judge. After having described the new law on enforcement, Mr. Vinnitchenko indicated that once the financial crisis will be over, the Russian Federation would consider the creation of a body of liberal judicial officers. He then invited the participants to go to Russia in order to meet their Russian counterparts, within the framework of the co-operation with the UIHJ. Thanks to the actions of Sue Collins, the National Sheriffs' Association decided to join the UIHJ at the terms of its annual conference which took place from June 28th to July 2nd, 2008 in Indianapolis. American Sheriffs employ more than 330 000 people and their overall operational budget is over 22 billion USD! The NSA was sponsored by Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ. He greeted the admirable work done by Sue Collins who made the necessary contacts and managed to convince the representatives of the NSA of the interest for this organization to join the UIHJ. Craig Webre, past president of the NSA, on behalf of the new president David A. Goad, presented the role of Sheriffs on criminal and civil level. He declared that "Our association recognizes that the challenges and opportunities of the globalization of the 21st Century neces-



Signature d'adhésion de la National Sheriff's association (USA) à l'UIHJ – Signature of the Membership of the National Sheriff's Association (USA) at the UIHJ

sitates that we reach beyond the borders of our country and that we seek to ally our colleagues across the borders so that we can better serve our institutions and also to learn from all the various countries in the way that you conduct the affairs of judicial officers. I want to express my gratitude to the President Isnard and the bureau to allow us the status of observer member at this time”.

3 International Organizations and 4 UIHJ-Euros

On the agenda of the permanent council were the relations with international organizations. Regarding the Council of Europe, the CEPEJ is setting up a working group on enforcement. Twice a year the UIHJ follows the work of the CEPEJ while taking part in the plenary sessions as a permanent observer member. The UIHJ should be associated to this working group whose mission will be to reflect on concrete means to reinforce the efficiency of enforcement of legal decisions in Europe.

As regards the Organization for the Harmonization in Africa of Business Law (Ohada), president Isnard regretted the refusal by the Committee of the ministers of this organization to consider the project of a uniform act on a harmonized statute of judicial officers in Africa. He estimated that the reasons for refusal are not sufficient to bury this great project and that our African fellow-members will actively continue actions to make it happen. In the field of the European Union, Jacques Isnard gave a report of his participation in the Forum justice organized by the European Commission in Brussels on May 30th, 2008. *“The EU realized that it could not continue to evolve in the legal sense of the term without considering the professionals”* indicated the president of the UIHJ, hence the creation of this Forum. One of its objectives is to work effectively with the CEPEJ.

On the UIHJ-Euros, Nikola Hesslen, permanent secretary of the UIHJ for the Scandinavian countries presented the activities in the countries she is in charge of (Denmark, Sweden, Finland, Norway and Iceland).

Johan Fourie (South Africa), Cadat secretary, evoked the evolutions in the countries of Southern Africa, and in particular the pilot project of training for judicial officers in Swaziland in co-operation with the UIHJ, the National school of procedure of Paris (ENP), associations of Sheriffs of South Africa and Swaziland and the authorities of these countries. It will be the first time that the UIHJ will intervene concretely in Southern Africa as regards training. The project will then be extended to other countries of the zone: Lesotho, Zimbabwe, Namibia, Botswana, Zambia, Malawi, Kenya and Uganda.



Signature d'adhésion de la République de Biélorussie à l'UIHJ – Signature of the Membership of the Republic of Belarus at the UIHJ

Then Sue Collins (the USA), David Walker (Scotland) and Jos Uitdehaag, first quaestor of the Committee of the UIHJ, gave a report of their activities, respectively in the USA, the United Kingdom, and the Balkans. Bernard Menut, Secretary of the board of the UIHJ, then evoked the projects he is in charge of, by giving the example of three of them where the UIHJ is involved: Tunisia (assistance to the ministry for justice, training, management, legislative texts), Democratic Republic of Congo (American financing over five years), and Ukraine.

Michal Redelbach, vice-president of the national chamber of the judicial officers of Poland and secretary of UIHJ-EuroDanube, gave a report of the two meetings which were held in Sopot (Poland) on September 27th and 28th 2008 and in Budapest (Hungary) on October 30th and 31st 2008. He insisted on the aspect of the dematerialization of documents and in particular of archives. Questionnaires were addressed to the countries of UIHJ-EuroDanube concerning the occupation of judicial officer in their countries. Françoise Andrieux evoked the 8th UIHJ-EuroMed session which took place in Cyprus from May 8th to 10th 2008. At the conclusion of the meetings, six recommendations relating to the common bases established between the countries of UIHJ-EuroMed were enacted. On the model of UIHJ-EuroDanube, it was decided to publish the carried out work.

1 International Training Counsel

Then Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ, described the creation of the Scientific Council of the UIHJ, solemnly installed on June 20th, 2008 in Paris. It is composed of renowned professors at world level who expressed a special interest for the profession, judicial law and enforcement law. This moment was important, said our fellow-member, within the framework of the action which the UIHJ undertook to develop the spreading in the world of legal culture, *“to contribute to reduce the inequalities and the fractures within our societies”*. In his turn, Abel Pansard, president of the International Training Counsel of judicial officers (CIFHJ) evoked the creation of this new entity, created in collaboration with the UIHJ, the CNHJ and the ENP. This creation is based on the observation that there is an increasingly large need as regards training from the Member States of the UIHJ. The CIFHJ makes it possible to coordinate training actions between countries, as well as organizing and planning them. Gradually training will be installed to support the promotion of enforcement law in the world by taking account of the division Civil Law/Common Law. Mourad Skander, mem-



Antonio Gomes da Cunha, president de la Chambre des Solicitadores du Portugal – President of the Chamber of Solicitadores of Portugal

ber of the board of the UIHJ, then spoke about the next contest of the UIHJ in coordination with the ENP. This contest results from a will to cooperate with the university world. “*The Conduct and the Implementation of Enforcement Activities in Civil and Commercial matter*” is the topic of this 2nd edition of the contest. Francis Guépin, member of the board of the UIHJ, presented the new magazine “*Juris-Union*” whose first number on the topic of the European Enforcement Order was published a few months ago. It is a question of making academic contributions. Our fellow-member also presented the project of a world library of which one of the objectives is to publish the work of scientific nature completed by the members of the UIHJ, in particular those carried out at the time of the many conferences and seminars organized by the UIHJ and its antennas.

Honoré Aggrey, permanent secretary of the UIHJ for Central and Western Africa, presented his report on the activities of the Training Unit of African judicial officers (Ufohja) for the year 2008. He recalled as a preliminary that Ufohja was created on the initiative of the African judicial officers and the UIHJ, in partnership with the ENP.

Francis Guépin then gave a report of the three workshops which were held the day before. He was pleased with the excellent participation. Concerning mediation, an inventory was made by the participants. For our fellow-member, “*mediation before the recourse to the judge or the decision of the judge is a*

Les représentants de l’Union européenne des Ufficiali Giudiziarì (Italie) – The representatives of the European Union of Ufficiali Giudiziarì (Italy)



Michal Redelbach, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne – Vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Poland

reserved domain of lawyers. Paradoxically, it seems that lawyers are not too active on the matter. Judicial officers are absent or little present on the matter. Judicial officers have a role to play in the “post judicial” mediation. Admittedly we are enforcement agents but we have an economic and social role. We must carry out the decision of the judge under humane conditions. Society would be on fire if judicial officers carried out blindly legal decisions”. The second workshop dealt with auctions. The liability of the officer salesman was particularly approached and it was concluded that the matter was to be developed. The third workshop related to new technologies and dematerialization. A presentation of the Hungarian system made a strong impression on the participants. In Hungary, judicial officers have the monopoly of forced auctions on immovable and they have set up a system of dematerialized biddings. The judicial officer is the central figure and impossible to circumvent of this system. A review was then made on the use of new technologies by judicial officers. The latter, thanks to their know-how, are thus presented as natural trusted third parties.

3 Workshops for a Congress

On communication, Mathieu Chardon presented the issue #22-23 of UIHJ-Magazine which has just been published and which recalls the activities of the UIHJ for the last year. As regards the frequentation rate of the UIHJ website, he indicated an average of 10 000 consultations per month. He then evoked the leaflets UIHJ-Europe and IDJPEX as well as the magazine *Juris-Union*.

Then followed the interventions of the delegations which had asked for the floor: Belgium, Chile, Algeria, Cyprus, Greece, Italy, Poland, Portugal, Germany, Quebec, and Tunisia.

An assessment was drawn up on the first World day of the judicial officers. Delegations were asked if the event had to be renewed. The whole of the delegations expressed their support by indicating that a considerable positive impact was recorded everywhere where the demonstration was organized, in particular in African countries. At the conclusion of the discussions it was agreed to fix the date of the world day on the second Thursday of June. The central theme will be proposed by the UIHJ. Each country will be able to adapt the topic to its own interests.



Irak Yelekeev, président du Comité d'administration judiciaire près la Cour suprême de la République du Kazakhstan - President of the Legal Administrative Committee of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan

Francoise Andrieux gave a report of the meeting of the secretaries of the UIHJ-Euros which had been held the day before. This meeting made it possible to reflect on the role of the secretary, from where will result a standard statute. The harmonization of the various UIHJ-Euros was also discussed: periodicity (annual), duration (three days), topics (imposed and free), installation of Internet sites, publication of work, etc. Then our colleague presented the work in progress of the congress of Marseilles. Three workshops are created. Workshop 1 is entitled "the change". It aims at reconsidering the classification of goods by taking account of socio-economic evolution on a worldwide scale. The 2nd workshop is entitled "the opening". It will consider work of the last three international congresses of the UIHJ: Athens (2000), Tunis (2003) and Washington (2006). This will in particular make it possible to apply the reflections resulting from these congresses to the new activities of judicial officers and to extract structural world standards on enforcement. The 3rd workshop, entitled "the guarantee", resulting from the two precedents, will treat the general topic of "the judicial officer, as an essential component of the Rule of law". A heading will be soon opened on the UIHJ web Internet site to present the works.

3 Rewards

At the conclusion of the permanent council, president Isnard recalled how much the event had been rich and profitable. He wished everyone a safe journey



Jacques Isnard et Jacques Bertaux, ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, membre de la délégation française à l'UIHJ – Past President of the National Chamber of the Judicial Officers of France, membre of the French Delegation at the UIHJ

home and invited all to meet in September 2009 in Marseilles for the 20th international congress of the UIHJ.

This report could not be complete without bringing back two events which proceeded in margin of the works. The first relates to Irak Yelekeev, President of the Legal Administrative Committee of the Supreme Court of the Republic of Kazakhstan. Mr. Yelekeev was declared Man of the year 2008 by the UIHJ, because of the whole of his work to ensure the promotion of the liberal judicial officer in the countries of the Former Soviet-Block and in Asia. The second concerns Jacques Bertaux, past president of the CNHJ and member of the French delegation at the UIHJ. Newly retired, Jacques Bertaux is an ardent supporter of the interests of the profession at national and international level. He participated in many missions for the UIHJ. He received from the hands of President Isnard the Honorary diploma of the UIHJ in recognition of the multiple services rendered. The third concerns Jacques Isnard. Within the sumptuous surroundings of the Invalids in Paris on November 27th, 2008, the president of the UIHJ was made Officer of the Legion of Honor by Guy Canivet, past president of the French Supreme Court, and currently a member of the French Constitutional council. Through the president of the UIHJ, all the judicial officers of the world are honored by this prestigious mark of distinction which was given to him for the whole of the actions he carried out in favor of our profession since so many years.



Une partie des délégations – Some of the delegations